

La Catalogne ne peut pas “s’inventer une présidence symbolique”

Espagne Le porte-parole de l'exécutif prône le dialogue dans le cadre de la loi.

Entretien Maria Udrescu

Une investiture de Carles Puigdemont à la tête du gouvernement catalan depuis Bruxelles “*n’arrivera pas*”. Inigo Mendez de Vigo, porte-parole du gouvernement espagnol et ministre de l'Education et de la Culture, est formel. Il tient pour preuve la décision de la Cour constitutionnelle qui a écarté ce scénario fraîchement concocté par les indépendantistes catalans. “*Une investiture télématique ou non présente est totalement exclue*”, a-t-il insisté, dans une interview accordée à “La Libre Belgique” ce jeudi.

La majorité indépendantiste pourrait envisager une présidence symbolique qui dicterait, depuis Bruxelles, les faits et gestes du gouvernement de Barcelone. Comment pourrait réagir Madrid dans ce cas ?

Une présidence symbolique n'existe pas dans notre Constitution. Il n'y a qu'une seule présidence présente qui doit être investie par le Parlement. C'est la seule possibilité. On ne peut pas s'inventer des présidences symboliques. D'autant plus avec une personne qui a fui la justice dans un autre pays.

Que M. Puigdemont soit investi ou pas, les indépendantistes sont majoritaires au Parlement catalan. Comment allez-vous communiquer avec le nouveau pouvoir ?

Il faut souligner que les élections ont été gagnées par Ciudadanos (Cs), et non pas par M. Puigdemont. Les trois groupes indépendantistes sont très différents, il faudra voir s'ils parviennent à se mettre d'accord. Depuis deux mois, ils sont incapables de trouver une solution. C'est au Parlement issu des élections que re-

vient la responsabilité d'établir un gouvernement dans le cadre de la loi. Ce n'est pas au gouvernement central de dicter qui est le gouvernement en Catalogne. Nous, nous voulons un gouvernement en Catalogne, issu du Parlement, avec lequel nous puissions établir un dialogue, dans le cadre de la loi.

La loi, à elle seule, ne peut résoudre une crise politique. Envisagez-vous de changer de stratégie face à cette crise ?

Quand le gouvernement Rajoy II a été constitué, sa vice-présidente a été chargée des affaires de Catalogne. On a choisi une personnalité pour dialoguer. M. Puigdemont, quant à lui, a présenté 46 points sur lesquels il voulait trouver des accords. 45 concernaient des compétences, mais il n'a jamais voulu discuter de ces points concrets. Le 46^e concernait un référendum (d'autodétermination). Nous avons dit que cela n'est pas possible. On ne peut pas demander au gouvernement espagnol, à aucun gouvernement, d'aller contre la Constitution. Après l'application de l'article 155, c'est devenu clair que l'unilatéralisme est impossible. Nous attendons un gouvernement pour débattre des 45 points.

Seriez-vous prêts à accorder à la Catalogne un système fiscal similaire à celui du Pays basque ?

Non. La situation du Pays basque est très particulière et remonte au XIX^e siècle. En Espagne, nous avons un système de financement des régions que nous sommes en train de réétudier. Une commis-

sion d'experts a été créée dans ce but et elle rendu un rapport. Nous allons désormais étudier ce système avec les communautés autonomes, excepté le Pays basque et la Navarre. Mais la Catalogne de M. Puigdemont n'a pas voulu participer à ce comité d'experts.

L'indépendantisme en Catalogne ne date pas d'hier. Il y a grandi sous les yeux du pouvoir central. Pensez-vous avoir sous-estimé ce phénomène ?

Dans les années 1980-1990, il y avait en Catalogne le parti Convergencia y Unió qui était libéral, nationaliste, non indépendantiste et qui a soutenu, à Madrid, le gouvernement du Parti socialiste et celui du Partido popular (PP). La Catalogne a souffert de la crise économique des années 2008-2010, comme tout le monde. Mais au lieu d'essayer de la résoudre comme on l'a fait en Espagne, le gouvernement d'Artur Mas a pris une autre route pour écarter les critiques à sa politique économique et sociale : celle de l'indépendantisme. Le dernier gouvernement en Catalogne a été seulement le gouvernement des sécessionnistes. Nous voulons que le prochain soit celui de tous les Catalans : des indépendantistes – c'est légitime de l'être – mais aussi de ceux qui ne le sont pas.

Le gouvernement central aurait-il pu mieux réagir face à l'indépendantisme ?

Face à des gens qui, dès le début, ont établi cette idée du droit à décider qui couvre en réalité le droit à l'autodétermination, le gouvernement espagnol a été ferme et solide : il n'y a pas de droit à l'autodétermination en Europe. Le PP, le gouvernement vont défendre la souveraineté nationale et l'unité territoriale.

Quid de la communication avec les citoyens pour contrer les arguments indépendantistes ?

Les indépendantistes ont menti en disant que si la Catalogne devient un jour indépendante, elle restera dans l'UE.

Fort de mon expérience européenne, j'ai expliqué que cela était faux et pour quelles raisons. J'ai invité des commissaires pour qu'ils l'expliquent à leur tour. Les indépendantistes ont aussi dit que la déclaration de la République catalane sera magnifique, que les entreprises seront ravies de rester en Catalogne, car elle sera le Danemark du Sud. Dans le débat catalan, il y a ce débat que nous connaissons bien en Europe entre un Nord riche et qui se porterait mieux sans le Sud, qui est pauvre. Mais le résultat de la déclaration de la République a été que 3 000 entreprises ont fui. En Catalogne, il y a deux fuites : la fuite des entreprises et la fuite de Puigdemont. Ils ont aussi relayé l'avis d'un ancien juge qui disait que 32 pays reconnaîtraient la Catalogne le jour après la déclaration de l'indépendance. Réalité : zéro. Mais les gens voulaient croire à ce mensonge collectif.

Les élections anticipées catalanes ont été un échec pour le PP. Cs est perçu comme le réel rempart contre l'indépendantisme. Quelles leçons tirez-vous de ces résultats ?

Dans les élections précédentes en Catalogne, Cs est arrivé en tête du camp constitutionnel. Raison pour laquelle il a été perçu comme le vote utile et nous en avons subi les conséquences. Mais en politique, les choses peuvent changer. En 2015, Cs a gagné les élections en Catalogne, mais le PP a remporté quelques mois après les élections générales et a battu Ciudadanos dans quatre circonscriptions catalanes. En politique, les choses changent. Nous avons vécu des temps difficiles. Le gouvernement a rempli son devoir, c'est parfois difficile de le faire. L'article 155 de la Constitution n'avait jamais été appliqué auparavant. Les gens vont comprendre que le gouvernement a tenu le cap, réagi avec solidité et a préservé l'unité territoriale et la souveraineté nationale. Les leçons à tirer, c'est qu'il faut continuer à respecter la loi et à mieux communiquer. Nous sommes là, main tendue pour dialoguer, dans le cadre de la loi.

“Nous voulons que le prochain gouvernement catalan soit celui de tous les Catalans.”

Inigo Mendez de Vigo
Porte-parole du gouvernement
espagnol et ministre de l'Éducation et
de la Culture